

Élections 2003



Un tour du Québec

Réjean Tremblay au Saguenay-Lac-Saint-Jean *page B5*

Dépliants anti-ADQ

La FTQ remporte une victoire en Cour supérieure *page B3*

La Presse

• CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 2 AVRIL 2003

Monsieur l'incorrigible



DENIS LESSARD
ANALYSE

Comme d'habitude, au seul rire sonore de « Monsieur », on pouvait s'attendre à une déclaration percutante. Il faut dire qu'il n'est jamais aussi heureux qu'en présence d'un auditoire de collégiens ou d'étudiants, ébahis devant ses effets de toge.

« À un moment donné, hé hé, j'en ai sorti une que j'ai traînée longtemps avec moi... en disant... hé hé hé... en parlant du vote ethnique pis de l'argent ! » Plus tard, il a souligné que depuis 1995, les choses « s'étaient beaucoup améliorées » avec les communautés culturelles, mais jamais il n'a mis de bémol à sa déclaration historique du 30 octobre 1995, quand il avait dit que les souverainistes avaient perdu le référendum, « à cause de l'argent et du vote ethnique ».

Les élèves du cégep de Shawinigan ont peut-être assisté sans le savoir, lundi, à un tournant de la campagne électorale.

Car, sans le vouloir, Jacques Parizeau a servi sur un plateau d'argent à Jean Charest l'argument dont il avait désespérément besoin pour justifier sa décision de concentrer sa campagne, à compter d'aujourd'hui, sur la question nationale. Bernard Landry a beau qualifier de « négligent et imprudent » son adversaire qui, comme un kamikaze, sur la foi d'informations partielles, a affirmé que M. Parizeau « persiste et signe » relativement à ses propos d'il y a sept ans, la sortie de l'ex-premier ministre était assez ambiguë pour se retrouver dans les munitions du téméraire chef libéral, qui l'a échappé belle.

Dans l'entourage de M. Parizeau, on soutient qu'il était profondément blessé d'avoir été ainsi récupéré par l'adversaire. Mais cette colère ne l'empêche pas de comprendre, qu'à partir de maintenant, sa participation à la campagne est loin d'être un actif pour Bernard Landry, a-t-on confié hier dans les milieux péquistes.

On lui a transmis au Lac-Saint-Jean la transcription de la déclaration de M. Landry — « M. Parizeau décidera s'il doit continuer de faire campagne » —, un signal suffisamment clair pour l'ex-politicien.

« Monsieur », qui a toujours aimé les drames, les effets théâtraux, a été servi. Le rideau est tombé hier, avec fracas, sur sa campagne parallèle.

Jacques Parizeau a soutenu hier qu'il avait d'entrée de jeu qualifié de « malheureuse » sa déclaration de lundi, qui est devenue, malgré lui, le centre du débat des chefs.

Or, sur la bande sonore de son allocution à Shawinigan, on ne trouve rien qui ressemble, de près ou de loin, à cette admission. « Moi, dans un certain sens, je regrette d'avoir utilisé une formule comme celle-là », a-t-il admis hier, finalement.

■ ■ ■

Sauf au premier but, Jean Charest a repoussé du revers de la main les demandes d'excuses hier. En soirée, devant 2000 militants gonflés à bloc par le débat de la veille, il laissait entendre ce que serait désormais la campagne avec Jacques Parizeau comme allié quotidien : « M. Parizeau dit à voix haute ce que Bernard Landry n'ose pas avouer à la population ! L'objectif de Bernard Landry, c'est la souveraineté ! »

Dans les heures fébriles suivant le débat, l'entourage de Bernard Landry s'est empressé en vain de reconstruire une déclaration plus acceptable. On a colligé les témoignages de trois personnes présentes, a-t-on soutenu. Mais devant l'enregistrement de ce qui s'est réellement dit, cette version de circonstance ne tient pas la route. On avait fait de même avec plus de succès lors de l'épisode des « cervelles d'oiseaux ».

Jacques Parizeau n'avait, jusqu'à hier, jamais accepté de nuancer cette fameuse déclaration. Même un an après le référendum perdu par le OUI, il s'est expliqué à nouveau sur les ondes de TVA.

« Je savais que je le pensais clairement... Ce n'est pas parce que tous les *political correctness* ambients se voilaient la face que... » confiait-il en novembre 1996.

Ce n'était pas sa première embardée, concernant les minorités culturelles. Déjà, en janvier 1993, M. Parizeau avait soutenu, sans hésiter, que la souveraineté pourrait être réalisée sans l'appui des anglophones et des allophones, une sortie qui lui avait valu la réprobation unanime des ténors de ces communautés.

Bernard Landry rappelait, à bon droit, que sa feuille de route personnelle était impeccable dans ce domaine. « Seuls les rabbins ont parlé plus souvent que moi dans les synagogues », a-t-il lancé hier, blaguant à peine. Et c'est sans parler de ses démarches inlassables auprès des Arméniens, des Grecs, des Portugais et des Sud-Américains.

Mais Jacques Parizeau « est un bon soldat », insiste Bernard Landry. Il n'est pas question de montrer la porte à celui qui avait accepté, généreusement, de lui rendre service. Il est néanmoins clair que le silence de l'incorrigible Monsieur sera bienvenu.



« Dans un certain sens, je regrette d'avoir utilisé une formule comme celle-là », a déclaré hier Jacques Parizeau en référence aux propos qu'il a tenus sur « l'argent et le vote ethnique » à l'issue du référendum de 1995.

Parizeau se dit victime d'un procès d'intention

MARIO CLOUTIER

Se disant victime d'un procès d'intention de la part du Parti libéral, Jacques Parizeau exige des excuses de Jean Charest pour une « citation inexacte » des propos qu'il a tenus lundi devant des élèves du cégep de Shawinigan.

« Il en a fait tout un plat au départ, a indiqué M. Parizeau en poursuivant sa tournée électorale à Saint-Félicien. C'est pas correct, c'est pas bien. Je comprends que la politique permet tous les coups, mais il ne faut pas charrier. »

Sa réflexion de lundi, soutient-il, portait sur les causes de la défaite référendaire en réponse à une question d'un élève de cégep. Il commentait un sondage de Génération Québec qui révèle que 40 % des jeunes adultes de moins de 35 ans ayant immigré ou ayant des parents qui ont immigré au Québec auraient voté oui à un référendum sur la souveraineté.

« Le débat entre nous s'applique main-

tenant à ce qu'on appelle les enfants de la loi 101. Il y a une discussion qui est absolument la même que la nôtre. Ils sont intégrés et ils sont maintenant dans la société québécoise », avait soutenu M. Parizeau lundi à Shawinigan.

Hier, le chef libéral Jean Charest y voyait toujours un propos « *divisif* » et n'a donc pas l'intention de s'excuser auprès de l'ancien premier ministre.

« J'ai dit ce que j'ai dit hier (lundi) et je ne changerai pas un seul mot de mes propos, a répliqué le chef du PLQ. M. Parizeau a choisi de participer à la campagne électorale à la demande de M. Landry, il est conseiller de M. Landry sur cette question-là (question nationale) et il a choisi de ramener ses propos de 1995. »

À propos de son discours post-référendaire de 1995 sur « l'argent et le vote ethnique », l'ancien premier ministre péquiste a indiqué hier qu'il s'agissait d'une « déclaration malheureuse ».

« L'argent », explique M. Parizeau, c'est notamment le gouvernement fédéral et le *love-in* d'octobre 1995 à la Place du Canada. Quant au « vote ethnique », l'ex-premier ministre est resté quelque peu

vague, soulignant que « c'est ça qui a été malheureux : ça choqué beaucoup de gens. Dans un certain sens, je regrette d'avoir utilisé une formule comme celle-là ».

Landry satisfait

Réagissant en après-midi hier, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, s'est montré satisfait de ces explications, évoquant toutefois le départ possible de M. Parizeau de la campagne électorale.

Pour ajouter à l'imbroglio, la journée d'hier a aussi donné lieu à une bataille de communiqués provenant du Parti québécois et du Parti libéral qui, curieusement, ont tous les deux utilisé une citation inexacte des propos de M. Parizeau venant du quotidien *Le Nouvelliste*, de Trois-Rivières.

« J'avais fait une déclaration malheureuse qu'on m'a longtemps reprochée », fait-on dire à M. Parizeau. Dans les faits, l'ancien premier ministre n'a parlé de « déclaration malheureuse » qu'hier, à Saint-Félicien. À Shawinigan, il a dit, en ricanant et sans exprimer de regret : « À un moment donné, j'en ai sorti une que j'ai traînée avec moi longtemps en parlant du vote ethnique et de l'argent. »

« Vous cherchez des causes et des explications... »

Voici la transcription de la déclaration de Jacques Parizeau faite devant des élèves du cégep de Shawinigan lundi.

Question de la salle :

« Pourquoi le dernier référendum n'a pas marché et pourquoi le prochain marcherait ? »

Réponse de M. Parizeau :

« Le dernier référendum, quand vous le perdez par 50 000 voix sur 5 millions, vous cherchez des causes et vous cherchez

des explications. Heu... à un moment donné, (rires), j'en ai sorti une que j'ai traînée avec moi longtemps en disant (rires), en parlant du vote ethnique et de l'argent.

« C'était deux choses différentes. L'argent, c'était important parce que la grande manifestation d'amour à Montréal, ça impressionné les gens. Il s'est dépensé dans cet après-midi par des organismes fédéraux ou d'autres provinces sur lesquels la loi québécoise ne s'appliquait

Voir PARIZEAU en B2

AUJOURD'HUI

Sous la loupe

Le soutien aux artistes. *Page B2*

Défusions

Le chef du PLQ précise sa position. *Page B3*

Portrait de Sherbrooke

Chaude lutte pour Jean Charest. *Page B4*

Clavardage

aujourd'hui à 12 h 30

cyberpresse.ca

cyberpresse.ca/clavardage



Denis Lessard

Commente la campagne à 12 jours du vote

Élections 2003

PARIZEAU

Suite de la page B1

pas, ils ont dépensé deux fois plus d'argent cet après-midi que le camp du OUI et le camp du NON ensemble pour toute la campagne. Ça, c'est ça l'argent.

« Et puis le vote de communautés ethniques, qui traditionnellement nous donnaient, donnaient aux souverainistes 7, 8, pas beaucoup, mais 7, 8, 9 % des intentions, heu, du vote, et qui là sont ramenés à 3 %. Il y a une grosse diminution de ce côté-là. Dans certaines communautés, cela a été presque l'unanimité.

« Ça s'est beaucoup amélioré, ça. À l'heure actuelle, par exemple, on vient de faire un sondage à Montréal, sur 2800 fils d'immigrants ou immigrés tout jeunes, à 2 ans, 3 ans, au Québec. À cause de la loi 101, ils ont tous dû passer par l'école française. Alors on fait un sondage sur 2800 d'entre eux puis on demande la question référendaire à ces jeunes-là. Et 40 % répondent oui, 60 % non.

« C'est-à-dire que le débat entre nous s'applique maintenant à ce qu'on appelle les enfants de la loi 101. Il y a une véritable discussion qui est absolument la même que la nôtre. Ils sont intégrés. Ils sont maintenant dans la société québécoise. Cela a beaucoup évolué. Ce n'était pas du tout ça. En cinq, six ans. Et chaque année apporte son contingent d'enfants de la loi 101 qui sont passés par les écoles françaises et donc se sont intégrés à la société des francophones quelle que soit leur origine.

« Il y a d'autres choses aussi de changé. Heu... À cette époque-là en 95, le gouvernement fédéral avait un gros déficit et le gouvernement du Québec avait un gros déficit. Cela commençait... C'était possible de lancer un nouveau pays, mais c'était plus compliqué qu'aujourd'hui, où le gouvernement fédéral fait des gros surplus et que le gouvernement de Québec équilibre ses comptes. C'est pas mal plus facile à lancer. C'est plus rassurant à part ça pour les gens. Il y a plusieurs choses qui font croire qu'à l'heure actuelle, le 50 000 là, il serait, pourrait facilement être compensé puis retourné.

« Il y a des problèmes, des erreurs qu'on fera plus. Par exemple, moi j'ai fait une bien grosse erreur en promettant aux employés du gouvernement fédéral une job équivalente dans un Québec souverain, quelle qu'elle soit. Cela ne m'a pas fait gagner, cela ne nous a pas fait gagner un vote en Outaouais, mais cela nous en a fait perdre dans la ville de Québec parce que là les fonctionnaires ont dit : « On va perdre notre job. » Cela s'appelle une erreur en politique. Non, les choses ont changé, se sont améliorées. Je pense qu'on peut largement espérer, le coup prochain, de l'avoir. — *La Presse et PC*

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 22

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry est à Varennes et à Montréal. Il fait ce matin une conférence de presse à la bibliothèque Jacques-Lemoyne-de-Sainte-Marie, à Varennes. Puis, il procède à la première pelletée de terre au centre de la petite enfance La Maison bleue. En après-midi, il visite l'usine Interquisa, dans l'est de Montréal, ainsi que le local électoral de Pointe-aux-Trembles. À 18 h 30, il rejoint le Comité national des jeunes du PQ au bar Le Belmont.

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest est dans les Laurentides et à Montréal. Il fait un point de presse ce matin à la station de ski du mont Habitant, à Saint-Sauveur-des-Monts. À 14 h, il visite le Salon des aînés, au centre Pierre-Charbonneau, à Montréal. À 19 h, il participe à un rassemblement de militants à Salaberry-de-Valleyfield.

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont visite la région de Québec, le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie. À 8 h, il participe à l'émission matinale de la station de radio CHRC, à Québec. À 9 h 15, il visite l'usine Teknion de Lévis. Il fait plus tard un point de presse au Centre sportif le Bûcheron de Montmagny. À midi, il fait un discours devant la chambre de commerce et des industries de Montmagny. À 20 h, il se joint au rassemblement des militants de Matane.

SOUS LA LOUPE > CULTURE



Pendant la campagne électorale, La Presse analysera les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement — sera décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS

- Ajustements fiscaux faits sur mesure pour les artistes
- Statut particulier pour les artistes travailleurs autonomes afin d'obtenir la protection de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

- Filet de sécurité sociale développé pour les artistes, créateurs et artisans, telle une indemnisation spéciale pour les besoins qui ne sont pas couverts par la CSST
- Mesures fiscales spécifiques aux créateurs, par exemple la possibilité d'étalement des revenus

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

- Cadre fiscal et mesures spécifiques pour les artistes, telle la possibilité d'étalement des revenus

Le travail sans filet

Le quart des travailleurs du secteur de la culture et des communications seraient des travailleurs autonomes, selon des données fournies par le ministère de la Culture et des Communications. Ces artistes se retrouvent sans filet de protection sociale et, dans bien des cas, avec des revenus qui ne leur permettent pas d'adhérer à des régimes d'assurance privés.

STÉPHANIE BÉRUBÉ

AU QUÉBEC, la moitié des danseurs professionnels ont des revenus annuels de moins de 15 000 \$. Cela, bien sûr, inclut tous les revenus : ceux provenant du contrat pour une prestation à la Place des Arts, du cachet reçu pour la chorégraphie d'un spectacle expérimental et du salaire de libraire à temps partiel, indispensable pour boucler les fins de mois.

Si on ne calculait que les revenus provenant de la danse, la proportion d'artistes gagnant moins de 15 000 \$ grimperait à 63 %. Dans une étude présentée l'automne dernier par le Regroupement québécois de la danse, on apprend aussi que le tiers des interprètes québécois souffrent d'une blessure chronique. « On est tellement habitué aux blessures qu'on ne s'en rend même plus compte, lance le chorégraphe Pierre-Paul Savoie. Quand un employé de bureau fait une tendinite, il reste à la maison. Quand une danseuse fait une tendinite, elle met de la glace. »

Ce n'est pas d'hier que l'on plaint la situation des danseurs. Leur art est exigeant, peu reconnu. Les blessures sont fréquentes et les filets de protection sociale, pratiquement inexistant.

« Nous voulons élaborer un projet avec la CSST, indique la libérale Lyne Beauchamp. C'est discuté pour l'ensemble des travailleurs autonomes en ce moment, mais nous souhaiterions profiter du statut spécial des artistes pour qu'ils soient les premiers à bénéficier



Photothèque, La Presse ©

Pour les danseurs québécois, comme pour bien d'autres artistes, le filet de protection sociale est quasi inexistant.

d'un filet de sécurité sociale approprié. »

Afin de sortir les artistes de la précarité, les trois partis ont inscrit à leurs programmes une réforme des mesures de protection sociale et de la fiscalité pour les artistes. L'actuelle ministre de la Culture et des

Communications, Diane Lemieux, indique que son ministère est en train de dresser un portrait des spécificités fiscales des artistes, lequel devrait servir pour ensuite concevoir un programme qui permettrait d'ajuster les lois fiscales aux besoins des créateurs.

Le PLQ et l'ADQ parlent aussi d'ajustement, notamment en ce qui a trait à l'étalement fiscal. C'est-à-dire que les artistes pourraient redistribuer leurs revenus sur plus d'une année financière. Le candidat adéquate François Pratte, lui-même artiste, défend cette idée. « Souvent, les artistes prennent un an ou deux ans de recherches avant de mettre au monde un projet », explique-t-il. Et ces recherches ne rapportent pas un sou.

« Cette mesure existait avant, dans les années 80, indique Pierre Curzi, le président de l'Union des artistes (UDA). À cette époque, elle s'appliquait à deux groupes : les artistes et les joueurs de hockey. Au moment où les salaires des joueurs de hockey se sont mis à grimper, le gouvernement s'est rendu compte qu'il perdait beaucoup d'argent et a éliminé ça pour tout le monde. »

Revenu minimum garanti

À l'UDA, on est évidemment ravi que les partis proposent de reprendre cette politique. On voudrait toutefois aussi instaurer un programme de revenu minimum garanti pour les artistes qui travaillent de façon continue, mais qui gagnent très peu ou pas d'argent. Le premier ministre Landry avait parlé d'ajouter un volet culture dans la prochaine loi sur la lutte contre la pauvreté.

Certains artistes voudraient que les réformes soient plus radicales. Chloé Sainte-Marie en est. « On devrait changer le statut de l'artiste. C'est-à-dire qu'il ait droit à l'assurance-chômage même s'il est travailleur autonome. C'est aberrant qu'un artiste qui est peintre, chanteur, comédien, danseur, musicien, cinéaste se retrouve devant rien après un travail acharné », a déclaré la comédienne-chanteuse lors de son passage à *Cyberpresse*, le mois dernier. « Quand un artiste comme Gilles Carle tombe malade et qu'il ne peut travailler, comment peut-il payer les préposés dont il a besoin, 24 heures sur 24, sept jours sur sept ? »

Chloé Sainte-Marie souhaiterait que le gouvernement aille plus loin, qu'il verse une pension viagère à des gens qui lèguent au pays une oeuvre imposante.

SOLDE DE TISSUS

TOUT À
50 % DE RABAIS OU PLUS

- Tissus Élégance, un magasin de tissus européens célèbre dans le monde entier, sera à Montréal pour une journée seulement, soit le samedi 5 avril prochain.

- Plus de 1 000 coupons des plus beaux tissus de laine, de soie, de coton et de lin européens.

En vedette : les couturiers
Armani, Ungaro, Valentino et Krizia

**UNE JOURNÉE SEULEMENT
LE SAMEDI 5 AVRIL DE 9 h À 16 h**

HOLIDAY INN MONTRÉAL POINTE-CLAIRE

6700, ROUTE TRANSCANADIENNE (40)
À L'ANGLE DU BOULEVARD ST-JEAN
(EN FACE DU CENTRE FAIRVIEW)

MODALITÉS DE PAIEMENT : COMPTANT . VISA . MASTERCARD

Tissus Élégance

VANCOUVER . TORONTO . LOS ANGELES

HÔTEL LE CHANTECLER

*Promotions du printemps**

À partir de

64 \$

par personne
occ. double

P'tites folies

- nuit
- petit déjeuner

110 \$

par personne
occ. double

*Hôtel / Spa***

- nuit
- petit déjeuner
- 2 heures de traitements :
 - massage (30 minutes)
 - enveloppement du dos aux algues et argile
 - pressothérapie
 - sauna, bain tourbillon

Offres valides du 17 mars au 17 avril 2003

HÔTEL LE CHANTECLER

1-888-916-1616
www.lechantecler.com

Aucune autre offre ne peut être jumelée à ces promotions. Taxes en sus
* Sur réservation et selon la disponibilité. ** Hébergement et traitements non valides les samedis.

SAINTE-ADÈLE, AUTOROUTE 15 NORD, SORTIE 67

Élections 2003

«Depuis 40 ans que je le connais, il m'en a donné vraiment de toutes sortes, sauf de sensuelles.»

— Bernard Landry, PQ,
à propos de Jacques Parizeau

«Si on m'avait dit que le 1^{er} avril 2003, le Québec pourrait être replongé dans les chicanes du référendum de 1995... j'aurais juré que c'était un poisson d'avril.»

— Mario Dumont, ADQ

«M. Parizeau est un adulte consentant. Il sait ce qu'il fait et je présume qu'il sait ce qu'il fait quand il est en politique. Alors maintenant, il doit en assumer la responsabilité.»

— Jean Charest, PLQ

Dépliants contre l'ADQ : la Cour donne raison à la FTQ

MARIE-CLAUDE GIRARD

LA COUR supérieure a refusé hier d'accorder l'injonction provisoire que réclamait le Directeur général des élections pour forcer la Fédération des travailleurs du Québec à stopper la diffusion de dépliants dénonçant le programme de l'Action démocratique de Mario Dumont.

Le juge Gratien Duchesne conclut que «selon la preuve très prépondérante», la diffusion de la série de publications a été réalisée avant le déclenchement des élections, le 12 mars dernier. Il reconnaît qu'une lettre d'une conseillère régionale de la FTQ datée du 18 mars invite les membres à travailler pour le Parti québécois et à faire circuler les fameux dépliants. Mais le tribunal estime qu'il s'agit d'un cas isolé.

«En supposant que des membres des syndicats affiliés aient diffusés» ou distribué les imprimés, le tribunal ajoute qu'il «n'est pas convaincu que le recours à l'injonction soit autorisé contre ces mêmes membres». Il explique que la FTQ n'est pas responsable des infractions pénales que pourrait commettre un de ses membres si elle n'y a pas participé. De plus, le juge souligne que «la liberté d'opinion et d'expression protégée et consacrée par les chartes canadienne et québécoise» impose au tribunal «la plus grande des prudenances».

Vendredi dernier, le DGE avait obtenu une ordonnance de sauvegarde contre la FTQ. En recevant elle aussi une demande du Directeur général des élections, la CSN a plutôt choisi de demander à ses membres de cesser de distribuer un dépliant consacré à l'Action démocratique, tout en soulignant qu'elle était en désaccord avec l'interprétation que le DGE faisait de la loi.

Le DGE examinait hier la possibilité d'interjeter appel de la décision de la Cour supérieure. Pour sa part, la FTQ n'a pas voulu

commenter le jugement et ses implications.

Les pouvoirs du DGE s'étendent-ils à tout Internet ?

Le DGE a par ailleurs demandé à l'auteur d'un site Web opposé à Mario Dumont de retirer son site www.nonadq.com du réseau Internet pendant la période électorale. «Même si votre site Web a été en fonction avant le début de la période électorale, il doit, depuis le début de celle-ci, respecter les dispositions de la Loi électorale.»

Plutôt que d'obtempérer à la demande, l'auteur du site, Alain Dubois, a demandé l'avis d'un avocat. Le site Internet est hébergé en France, existait avant la campagne électorale et est le fruit d'un travail bénévole, fait-il valoir. «Je trouve très présomptueux et dangereux le volonte que vous exprimez de suspendre ma liberté d'expression pour une période donnée», écrit-il au contentieux du DGE. «Avec tout le respect que j'ai pour votre mandat, je ne crois pas que celui-ci s'applique à des médias (site Web, radio, tv) qui sont situés en dehors du territoire du Québec.»

En outre, il se demande s'il faudra interdire de la même façon la diffusion des chansons de Loco Locass ou de Monon'c Serge qui s'en prennent à Mario Dumont. Faudrait-il interdire les livres ADQ : à droite toute ! ou ADQ voie sans issue publiés récemment ? s'interroge-t-il.

Le candidat adéquate et ex-maire de Montréal Pierre Bourque vient d'ailleurs de publier chez Stanké un essai «achevé d'imprimer en mars 2003» dans lequel il explique les raisons qui l'ont mené à se joindre à l'ADQ.

Au bureau du DGE, on explique qu'on s'en remet à la loi électorale et qu'on étudie les cas soumis. Les infractions sont examinées au cas par cas.

FUSIONS

Charest croit avoir dissipé les malentendus

PASCALLE BRETON

JEAN CHAREST a profité du débat des chefs pour se débarasser élégamment de l'épine qui lui blessait le pied depuis le début de la campagne électorale : la question des fusions et défusions municipales.

Dès les premières minutes de son intervention télévisée lundi soir, M. Charest a déclaré : «Je souhaite que les nouvelles villes réussissent.» Une idée ingénieuse pour faire passer son message sans provoquer de coup d'éclat. À preuve, s'est-il vanté hier, personne n'a reparlé des fusions au cours des deux heures du débat.

Le chef libéral s'est toutefois défendu d'avoir voulu faire passer son message en douce. Il a plutôt affirmé que sa position sur la question est claire depuis le début et qu'il a simplement voulu éviter tout malentendu au sein de la population.

«J'aurais souhaité que les nouvelles villes soient constituées en respectant le droit des citoyens de se prononcer. Comme cette position laissait l'impression que nous étions opposés, hostiles même, aux nouvelles villes, je pense que ça devenait important de clarifier cette question-là. Que les gens sachent que non, nous ne le sommes pas (opposés aux fusions) et que nous n'allons pas nous battre contre les nouvelles villes», a précisé M. Charest.

La question des fusions municipales hante le chef libéral depuis le début de la campagne. Dans son programme, le Parti libéral veut en effet laisser le choix aux citoyens, «laisser la démocratie s'exprimer». Le PLQ veut faire adopter une loi pour encadrer le processus de défusion qui pourrait être réa-

lisé en trois étapes, c'est-à-dire la signature d'un registre par un nombre déterminé de citoyens, puis des études d'impact sur les coûts d'une défusion et enfin, un référendum où la population pourrait se prononcer sur la question.

En laissant la porte ouverte aux défusions, le chef libéral s'est cependant attiré les foudres de plusieurs personnes au cours de la présente campagne, notamment celles des maires de six grandes villes fusionnées qui ont affirmé ne pas vouloir revenir en arrière.

S'il s'est dit, au bout du compte, favorable à la création des nouvelles villes, M. Charest ne souhaite toutefois pas remettre en question le mécanisme référendaire par lequel les citoyens pourraient se prononcer en faveur des défusions. «C'est une démocratie qui aurait dû être là depuis le départ», a-t-il justifié hier pour expliquer sa position.

Déjà en juin 2001, peu après l'annonce des fusions municipales, M. Charest s'était dit farouchement opposé à l'idée d'imposer ces fusions, affirmant même que des impacts importants étaient cachés à la population.

Mais pas plus à cette époque que pendant la présente campagne — et encore moins hier — M. Charest n'a voulu préciser son choix si un référendum sur les défusions se tenait dans l'ancienne ville de Westmount, où il habite.

«C'est une question qui demeure encore hypothétique», s'est-il une nouvelle fois contenté de répondre hier.

2000 militants

Hier soir, Jean Charest a par ailleurs participé à un rassemblement libéral qui a réuni 2000 personnes à la gare Windsor.

L'Événement Traction Intégrale



SUBARU

DÉCOMPTE

IL NE RESTE QUE 8 JOURS

DU 24 MARS
AU 11 AVRIL

LOUEZ LA SUBARU OUTBACK 2003 POUR

299 \$*
PAR MOIS

0\$ DÉPOT DE SECURITÉ

OFFRE SPÉCIALE
POUR UN TEMPS LIMITÉ

20 995 \$***



PDSF**
31 995 \$

OUTBACK® 2003

La première sportive utilitaire
familiale au monde.

Traction intégrale à prise constante

Climatiseur - Freins ABS - Moteur 2,5 litres, 165 ch
Transmission manuelle à 5 rapports - Et plus encore...

QUANTITÉS
LIMITÉES



IMPREZA® 2003 TS Familiale

Sécuritaire, spacieuse, performante

Traction intégrale à prise constante

Climatiseur - Freins ABS - Moteur 2,5 litres, 165 ch
Transmission manuelle à 5 rapports - Et plus encore...

ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES SUBARU DU GRAND MONTRÉAL

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG	SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	CARREFOUR SUBARU/AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL	SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL	SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX	SUBARU ST-JÉRÔME SAINT-JÉRÔME
SUBARU STE-AGATHE STE-AGATHE-DES-MONTS	JOHN SCOTTI SUBARU SAINT-LÉONARD	SUBARU ST-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES	CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	

www.subaru.ca



SUBARU
L'atTraction intégrale^{MD}

* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Comptant 3 895\$ ou échange équivalent et 0\$ dépôt de sécurité. 20 000 km par année, 0,8¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurances, taxes sur les pneus neufs et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des Droits Personnels et Reels Mobiliers (RDPRM) en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location pour le modèle Outback 5 vitesses 3D1RA est de 4 891,02\$ taxes incluses. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Soumis à l'approbation de crédit par "Service de Financement Automobile Primus". Pour plus d'informations, voyez votre concessionnaire Subaru. ** PDSF (Prix Détaillé Suggéré du Fabricant), Transport, préparation et taxes en sus. *** Offre spéciale à l'achat seulement pour un temps limité (du 24 mars au 11 avril 2003), Transport, préparation, 1 195\$ et taxes en sus.

Élections 2003

PORTRAIT DE... > SHERBROOKE

Bataille d'identité

VINCENT MARISSAL

SHERBROOKE — « Et puis, Jean Charest est-il vraiment dans le trouble ? »

Impossible d'y échapper ces jours-ci quand on revient de Sherbrooke, la première question que tout le monde vous pose est de savoir si le chef libéral sera réélu dans sa circonscription le 14 avril.

Le principal intéressé affirme évidemment que oui, mais ses deux principaux adversaires répliquent, narquois, que Jean Charest ne passe pas assez de temps dans sa circonscription pour savoir de quoi il parle.

D'ailleurs, demandent la péquiste Marie Malavoy et l'adéquiste Peter Downey, Jean Charest est-il encore sherbrookois ? La question a été soulevée plus tôt en campagne par Bernard Landry lors d'une visite au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS), situé à quelques centaines de mètres de la circonscription du chef libéral (dans la circonscription de Saint-François, arrondissement de Fleurimont).

Respectant une règle non écrite de la guerre électorale, le chef péquiste n'a pas mis les pieds dans le fief de M. Charest, et ne les mettra pas durant la campagne, mais il ne s'est pas gêné pour aller le narquer aux portes en affirmant que le député de Sherbrooke habite en fait Westmount.

L'ancienne ministre et députée de Sherbrooke de 1994 à 1998, Marie Malavoy, qui se représente contre Jean Charest pour la deuxième fois, en rajoute volontiers. « Je ne sens pas de fidélité des électeurs de Sherbrooke envers Jean Charest, je n'ai pas à combattre ça, dit-elle. Il a vécu longtemps sur une réserve de sympathies qui est maintenant épuisée. Je suis ici depuis plus longtemps que lui, il est parti depuis tellement longtemps. »

Selon Mme Malavoy, la seule « valeur ajoutée » de Jean Charest dans sa circonscription, c'est qu'il pourrait devenir premier ministre.

« Jean Charest n'a jamais été ici, renchérit le candidat adéquiste Peter Downey. On le voit une fois par année, au party sur l'île de son père, à Magog, qui n'est même pas dans le comté, puis après, on ne le revoit plus. » M. Downey est persuadé que le « facteur Westmount » jouera contre Jean Charest.

« C'est de bonne guerre que mes adversaires me reprochent d'être souvent absent, mais il faut faire le même reproche à Bernard Landry et Mario Dumont dans leur circonscription, se défend Jean Charest. Je connais tous les enjeux locaux, faites la liste de tous les dossiers, vous retrouverez mes empreintes partout. Je suis en contact quotidiennement avec mon équipe de comté et mon épouse, Michèle, est très présente aussi. »

Chose certaine, la réélection n'est pas automatique pour Jean Charest. En 1998, il a

gagné par 900 petites voix, une majorité qui pourrait fondre cette fois. Tout dépend de la performance de l'ADQ qui pourrait permettre au PQ de se faufiler. Par contre, si M. Charest parvient à conserver autour de 40 % d'appuis, c'est lui qui sortira gagnant (il avait obtenu 47 % des voix en 1998).

Le vote de la communauté étudiante de l'Université de Sherbrooke pourrait aussi être un facteur déterminant, c'est du moins ce que souhaite le PQ.

Si le chef libéral n'est pas souvent dans sa circonscription, on ne peut pas en dire autant des ministres péquistes. En plus des deux visites de Bernard Landry à la limite de la circonscription, Pauline Marois, Louise Harel, Richard Legendre et François Legault ont fait trempette depuis le début de la campagne, ce dernier laissant au passage un chèque de 70 millions pour l'agrandissement du vieux pavillon Hôtel-Dieu du CHUS. Jacques Parizeau a lui aussi passé une journée dans Sherbrooke samedi dernier.

Du côté de l'ADQ, on a aussi mis la gomme au début de campagne. Mario Dumont a fait escale ici et Pierre Bourque a participé à l'assemblée d'investiture de Peter Downey à la fin février.

C'est que l'ADQ fonde (fondait ?) de grands espoirs sur Peter Downey. À une époque pas très lointaine, les stratèges adéquistes salivaient même à l'idée de ravir Sherbrooke au chef libéral, ce qui serait évidemment une giflle mémorable.

Il est vrai que M. Downey a attiré dans son équipe quelques figures libérales bien connues dans le coin. Il compte aussi parmi ses plus ardens supporters son beau-père Dennis Wood, homme d'affaires influent dans la région et ancien candidat libéral fédéral battu en 1988 par le conservateur... Jean Charest.

« Jean Charest est un gentil bonhomme, dit M. Wood, c'est un grand Canadien, mais je suis convaincu qu'il n'est pas prêt à devenir premier ministre

du Québec. »

Autre avantage pour le candidat de l'ADQ, la famille Downey est bien établie à Sherbrooke. Avocat de formation, père de trois enfants (bientôt quatre), Peter Downey est un entrepreneur, qui mène notamment des affaires dans la culture du sapin de Noël. Il partage sans réserve le créneau moins-de-papier-moins-d'État défendu par Mario Dumont.

Malgré un bon début de campagne de M. Downey, libéraux et péquistes affirment aujourd'hui ne même plus voir l'adéquiste dans leur rétroviseur tellement il est loin derrière.

« Il arrive à M. Downey ce qui arrive à l'ADQ ailleurs au Québec », résume Marie Malavoy. Et comme ailleurs au Québec, le candidat adéquiste affirme que les sondages se trompent.

SALMIGONDIS!

Notes de campagne

Des baisses d'impôt ou pas? demande Yves Séguin

Le Parti québécois s'engage-t-il à ne pas réduire les impôts d'ici 2010 ou à les réduire dans trois ans comme Bernard Landry l'a laissé entendre lors du débat des chefs? s'interroge le candidat libéral dans Outremont, Yves Séguin. Après le débat de lundi, M. Séguin affirme que la confusion règne dans les prévisions financières péquistes. « Depuis le début de la campagne, le PQ affirme qu'il est irresponsable de réduire les impôts des Québécois qui sont les contribuables les plus taxés de l'Amérique du Nord. Or, Bernard Landry a affirmé au débat des chefs que le PQ envisagerait de réduire les impôts dans trois ans », souligne le candidat-vedette. Depuis quelques jours, péquistes et libéraux s'accusent à qui mieux mieux de présenter des cadres financiers irréalistes. La proposition libérale a été vertement attaquée par l'actuelle ministre des Finances, Pauline Marois, selon qui elle conduirait inévitablement à des déficits.



Rock'n Pot : le Bloc Pot fête ses cinq ans

Le Bloc Pot fête son cinquième anniversaire demain soir au Medley lors d'un spectacle intitulé Rock'n Pot qui réunira une douzaine de groupes musicaux de la scène alternative. Le parti prônant la décriminalisation du cannabis présente cette année 56 candidats et vise 1% des voix, soit plus de 2% par candidat. Ils jouissent de la même liberté que les candidats indépendants sauf pour les questions touchant le cannabis. Le Bloc Pot invite les citoyens à aller « déposer la graine du changement dans toutes les boîtes de vote du Québec », « Cette année, coûte que coûte, on va les planter », prévient le parti.

Chacun chez soi et les vaches seront bien gardées

Qu'on se le dise, les autobus qui suivent les trois partis politiques se rencontrent une fois et c'est lors du débat des chefs. Le reste du temps, les partis aiment faire campagne chacun de leur côté. Mais il arrive que les trois soient conviés à un même rendez-vous au cours d'une même journée. C'était le cas hier. L'Union des producteurs agricoles avait en effet sollicité une rencontre avec Bernard Landry, Jean Charest et Mario Dumont. Les trois chefs ont donc défilé tour à tour dans les bureaux de l'UPA, à Longueuil. Lorsque la caravane des libéraux s'est pointée, l'autobus des médias qui accompagne le Parti québécois n'avait pas encore quitté les lieux. Moment inespéré donc pour les journalistes d'un même média de se refléter l'information afin de compléter un texte. Manque de veine, l'autobus du PQ a soudain filé, tandis que celui des libéraux attendait sagement à un coin de rue... le temps que s'éclipse son adversaire. Le monde est souvent petit, mais en campagne électorale, pas question de partager le même territoire.

Informations contradictoires

Les affiches électorales affluent à Montréal et les environs. Comme partout dans la province, d'ailleurs. Et les affiches, qui se veulent informatives, peuvent parfois semer la confusion. Comme celle-ci, de l'UFP, dans la circonscription de Gouin, qui assure que le virage à gauche, c'est possible. Sauf qu'à cette intersection, angle Saint-Denis et Rosemont, le virage à gauche est interdit... aux automobilistes.



Yves Séguin Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Des indépendantistes contre l'union confédérale

Le concept d'union confédérale proposé par le Parti québécois piège les indépendantistes qui appuient le parti de Bernard Landry parce qu'il met de côté l'indépendance constitutionnelle, estime le Rassemblement pour l'indépendance du Québec. L'organisme militant propose aux purs et durs de l'indépendance d'interpeller leur candidat pour qu'il déclare publiquement leur engagement envers l'indépendance du Québec. Les indépendantistes appuient majoritairement le PQ, mais soutiennent aussi l'Union des forces progressistes, l'ADQ et « même le PLQ », indique le Rassemblement pour l'indépendance du Québec.

Charest et le bateau rouge

Au lendemain d'un débat des chefs où, selon plusieurs avis, il a perdu quelques plumes, Mario Dumont n'avait nullement l'air abattu. Le chef de l'ADQ a assuré aux journalistes qu'il avait réussi à présenter ses idées « clairement en dehors des sentiers battus des vieux partis ». En fait, a affirmé M. Dumont, ce serait plutôt Jean Charest qui devrait être perçu comme le grand perdant de cet affrontement. L'analyse a étonné plus d'un journaliste. « M. Charest hier soir a dit qu'il voulait être le changement et ce matin, les gens ne se souviennent même pas d'une idée neuve », a expliqué le chef adéquiste. Pour l'occasion, il avait préparé une image-choc comme il aime bien en servir aux médias et qu'il a répétée à plusieurs reprises hier. « En gros, Jean Charest dit : « Le bateau coule, moi je vais le peindre en rouge ». Je ne pense pas que ça, c'est une vision très claire, très précise d'un changement. »



Photo IVANOH DEMERS, La Presse ©

Landry l'économiste

Chez Paccar, à Sainte-Thérèse, Bernard Landry n'avait que de bons mots hier pour son gouvernement et son « interventionnisme intelligent » dans le cas de cette usine de camions qui emploie 600 personnes après avoir failli fermer plusieurs fois ses portes au cours des dernières années. « Les relations de travail sont un modèle du genre » chez Paccar, dit-il, et pour tout le monde, des propriétaires jusqu'aux contribuables en passant par le gouvernement, « c'est tout bénéfique ». En fait, le Québec, répète M. Landry, a un taux de croissance plus élevé que tous les pays du G7. « Je pourrais même dire le G8 parce qu'on doit dépasser la Russie. Mais c'est un détail », a dit le premier ministre.



Photo PIERRE McCANN, La Presse ©

Collaboration : Marie-Claude Girard, Mario Cloutier, Karim Benessaïeh, Pascale Breton. Anecdotes recueillies par Marie-Andrée Amiot. mamiot@lapresse.ca

TIMBRE EXPO LAVAL

SALLE de RÉCEPTION PALACE
1717, boul. le Corbusier
Chomedey, Laval

Ven. 4 avril : 11 h à 18 h
Sam. 5 avril : 10 h à 18 h
Dim. 6 avril : 10 h à 16 h

Lancement officiel des timbres de faune
Québec et Canada 2003
Le samedi 5 avril à 11 h

GRATUIT! GRATUIT! GRATUIT!

Entrée • Stationnement • Timbres Disney • Prix de présence

• 30 marchands du Canada et des États-Unis
• Pour plus d'informations, téléphonez au (450) 687-0632 ou voyez notre site Internet : www.topicalsetc.com

Clavardage

Québec Élections 2003

Denis Lessard
Commente la
campagne à
12 jours du vote

avec Webcam

Aujourd'hui à 12 h 30
www.cyberpresse.ca/clavardage

cyberpresse.ca

LOTTO QUÉBEC

Résultats
Tirage du 2003-04-01

05 06 07 08 17 18 20 21 24 32
39 46 49 50 51 54 60 62 66 67

Tirage du 2003-04-01

497 4911 NUMÉRO 554702

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
à temps partiel et semi-intensifs

COURS INTENSIFS
de jour, 25 h/semaine
155 \$ à 175 \$/semaine
aussi disp. : 30 h / sem.

Matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MtL
(514) 278-5309 www.converlang.com

Directement de l'importateur

Vente de printemps

MEUBLES EN
Rotin ET EN Teck

Réservez dès maintenant
vos meubles de jardin en bois de teck
à des prix réduits.

Nous offrons des
parasols gratuits
à l'achat des ensembles en teck.

L'offre est valide
jusqu'à épuisement
des stocks
de parasols

**Grandes réductions
jusqu'à 70 %**
sur des collections
de meubles en rotin
haut de gamme
(seulement au centre
de liquidation à Saint-Hubert)

INFLUENCE
ROTIN ET TECK

8493, boul. Décarie, Mont-Royal, sortie Jean-Talon
3919, boul. Taschereau, Saint-Hubert (Centre de liquidation)
3705, autoroute des Laurentides (A-15), Laval, sortie 10
1375, boul. Charest Ouest, local 1, Québec

Tél. : (514) 734-2801
Tél. : (450) 445-8678
Tél. : (450) 681-8443
Tél. : (418) 686-1121

Les heures d'ouverture : lun., mar. et merc. 10 à 18 h • Jeu. et ven. 10 à 19 h • Sam. 10 à 17 h
Dim. 12 h à 17 h (seulement à Laval)

www.influence.ca

Élections 2003

UN TOUR DU QUÉBEC > SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

À l'occasion de la campagne électorale, La Presse a demandé à certains de ses chroniqueurs de choisir un coin du Québec auquel ils sont attachés et de le raconter à leur façon. De Gaspé à La Sarre, du Plateau Mont-Royal à l'Estrie, nos journalistes ont trouvé une façon originale de mettre en relief la diversité de la province à l'approche du scrutin.



L'urgence de renverser la vapeur



RÉJEAN TREMBLAY

SAGUENAY — Les premiers jours, on ne saisit pas toute l'urgence qui pèse sur la vie politique et économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Les élections dans l'île aux Bleuets, ça se gagne dans la région. Quand les chefs ont une influence, elle est presque toujours négative. Parlez-en aux candidats adéquistes qui subissent la descente aux enfers de Mario Dumont.

Les libéraux sont nationalistes, les péquistes sont souverainistes et les adéquistes que j'ai rencontrés sont souverainistes, mais attendront le prochain référendum pour voter OUI.

De plus, tant les libéraux que les péquistes et les adéquistes sont d'accord sur un point vital et essentiel : il faut arriver à transformer une partie des richesses naturelles dans la région si on veut survivre collectivement. Tous les efforts convergent en ce sens. Forcer Alcan, Abitibi et les producteurs de lait à confier à des Bleuets la transformation des richesses naturelles qui sortent de la région comme les jeunes et les instruits.

Les élections dans chaque circonscription deviennent donc en fait des histoires personnelles. Comme celles de Stéphane Bédard dans Chicoutimi et de Karl Blackburn dans Roberval.

Le bail de Marc-André Bédard

Dans les années 60, quand il fallait se lever pour entonner le *Ô Canada*, Marc-André Bédard chantait « Salut Québec! Terre de nos aïeux... ».

Il rit en racontant l'anecdote. Marc-André Bédard, sans doute le politicien le plus populaire et le plus aimé de l'histoire régionale, aura été ministre de la Justice et procureur général du Québec de 1976 à 1985. Méchant bail.

Aujourd'hui, il a 67 ans et est revenu à sa pratique du droit. À part le gris acier de sa chevelure, rien n'a changé : « Je n'ai jamais été un maniaque de la politique. Mais je suis un maniaque de la souveraineté. J'ai fait de la politique pendant 35 ans pour que mes enfants n'aient pas à faire ce que j'ai fait. C'est plus long que je ne l'avais espéré, mais j'ai confiance dans les Québécois. On a tellement fait de chemin depuis les premières années », dit-il.

Nous sommes justement chez Georges, rue Racine, dans la vieille partie du restaurant. Il y a 33 ans, on s'installait à la table d'à côté, celle près de la porte des toilettes, pour les entrevues avec le jeune candidat péquiste dans Chicoutimi. C'était un fervent souverainiste. Il est resté fervent. Il aimait rencontrer les gens, il aime encore leur parler.

Aujourd'hui, il regarde aller son fils Stéphane, député de Chicoutimi, et il est immensément fier : « C'est un bon jeune homme et un excellent député. Quand il m'a dit qu'il désirait se lancer en politique, je lui ai juste dit qu'il fallait qu'il soit certain d'avoir le goût de servir les gens. Ca reste la base de tout, servir les gens », me raconte-t-il.

Plus tard dans la soirée, quand Stéphane sera venu nous rejoindre, le ton de M^e Bédard changera. Il y a plein d'aventures politiques qu'il n'a jamais pris le temps de raconter à ses fils. Et puis il ne veut pas empiéter sur le terrain de la nouvelle génération. Mais il rougira de fierté quand Stéphane, qui a 32 ans et qui est père d'un enfant, racontera : « Dans tout ce que j'ai vécu au cours des cinq dernières années, c'est une petite affaire qui m'a le plus fait chaud au cœur. C'était un samedi d'été. Les gens flânaient. J'étais à mon bureau de comité parce que même le samedi, les gens vivent. Une jeune femme est venue me voir. Elle était désespérée. Chômeuse, problèmes avec ses enfants, à bout. J'ai bien senti son désespoir. Quand elle est partie, j'ai appelé un fonctionnaire. Je lui ai dit que je savais bien qu'il y avait des normes à respecter, mais que j'étais convaincu d'avoir affaire à un cas



La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ne manque pas de charme, comme en témoigne cette vue du village de L'Anse-Saint-Jean.

d'urgence. Finalement, le ministère des Affaires sociales s'est occupé de son cas en priorité. Pas grand-chose, mais un coup de main. J'avais oublié cette histoire quand j'ai reçu une lettre. C'était la dame qui me remerciait. Elle était en train de se sortir de sa misère et de ses gros problèmes. Elle m'écrivait que si je ne l'avais pas aidée ce samedi d'été, elle se serait suicidée tellement elle était désemparée. Je me suis dit que même si les grands dossiers régionaux sont très importants, un député doit quand même aider les gens qui en ont besoin. »

Il s'enflamme quand il parle. Plus ouvert que son père ne l'était. L'ancien ministre de la Justice a toujours été d'une extrême prudence. Il s'enflamme quand il parle de l'autoroute à quatre voies qui va finir, enfin, par se construire. Québec et le Saguenay vont enfin être reliés par une route qui ne sera pas une invitation au suicide. Le jeune Bédard et André Harvey ont travaillé de concert pour faire débloquent des investissements confirmés de plus de 500 millions de dollars. Le père s'était battu pour obtenir l'autoroute entre Alma et La Baie.

Pour le reste, 30 ans plus tard,

les combats me semblent les mêmes. La passion reste intacte chez le jeune, mais les batailles ne sont pas finies. Transformer l'aluminium alors que les usines modernes d'Alcan produisent en créant des chômeurs, transformer le bois, transformer le lait...

Stéphane Bédard a 32 ans. Il n'était pas au monde quand son père a fait face à l'establishment de Chicoutimi pour défendre les couleurs du Parti québécois.

« Il faut se battre »

Samedi, c'est le fils d'un autre ministre qui me faisait visiter sa future circonscription. Karl Blackburn a 35 ans. Il est le fils de Gaston Blackburn, ministre des Loisirs, Chasse et Pêche dans le gouvernement Bourassa au début des années 90. Il a les mêmes yeux bleus vifs, la même énergie et le même désir de voir la région se sortir de sa léthargie économique.

C'est lui qui a pris la relève de son père pour présider aux affaires du Groupe G. Blackburn. Disons que Gaston Blackburn était déjà multimillionnaire il y a 12 ans et que ça n'a pas diminué.

Karl a déjà quatre jeunes fils et ses fins de semaine sont consacrés aux matchs de hockey des gamins, à sa blonde le plus possible et aux affaires de la région.

Curieusement, Gaston Blackburn dit de lui ce que Marc-André Bédard dit de son fils : « Il a toujours voulu servir. Il a du père dans le nez, mon Karl. Je me rappelle qu'à 21 ans, il avait tout mis en place pour se faire élire échevin à la Ville de Roberval. J'ai dû le convaincre de retirer sa candidature. Je ne voulais pas nuire à Roberval en me retrouvant, comme ministre, en conflit d'intérêts. Il l'avait fait... mais en pleurant. »

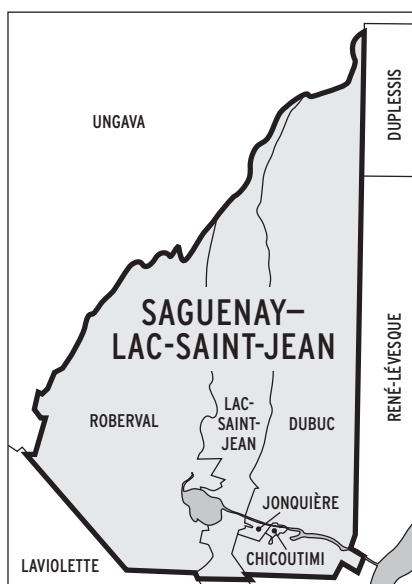
Karl Blackburn se retrouve avec une circonscription à prendre. Le député péquiste, Benoît Laprise, a été souvent malade ces dernières années et il n'a pas marqué la circonscription.

Karl est enthousiaste. On roulait en direction de Saint-Félicien. À droite, le lac, à gauche, les champs battus par le vent encore glacé de cette deuxième semaine de mars. Mais lui ne voit que de la production laitière, que des forêts dont le bois devrait être transformé dans sa région, que de l'eau qui fournit l'électricité pour l'aluminium : « C'est notre survie. Mais il faut se battre. Il faut changer des mentalités. Les organismes mis en place pour aider et financer les projets des entrepreneurs font parfois figure d'éteignoir. Il faudrait sentir du CLD, du CAF, du CRD, l'invitation. Viens faire de la *business*, viens, on va t'aider. Arrêter de donner l'impression que les fonctionnaires sont là pour écraser l'initiative », dit-il.

Retour vers Roberval. On passe devant Mashteuiatsh, le nom de l'ancienne réserve de Pointe-Bleue. Les Montagnais ont toujours fait partie de la vie quotidienne à Roberval. Dans le reste de la région, l'Approche commune, le traité entre les autochtones et les Blancs, provoque de profonds remous. « Ils devraient se calmer au Saguenay. Ils ne savent pas ce qu'est la vie avec les autochtones. Nous autres, oui. Nous avons besoin d'eux, ils ont besoin de nous. Il faut arriver à l'harmonie », dit-il.

Sa future circonscription, s'il est élu, est perturbée par deux conflits. Un qui est provincial. Agropur veut fermer son usine de Chambord et les producteurs laitiers régionaux sont en état de choc. Et puis la crise américaine du bois d'œuvre fait très mal dans le coin. Toutes les municipalités de Roberval sont touchées.

C'est à Saint-Félicien qu'on peut admirer de visu ce que pourrait être le Saguenay-Lac-Saint-Jean si on arrivait à arrimer une économie de transformation à l'exploitation primaire des richesses naturelles. Quand j'ai quitté la région, Saint-Félicien était une petite ville de 5000 habitants. Avec l'arrivée



Circonscriptions : Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Lac-Saint-Jean, Roberval

Population totale : 284 790 habitants (recensement 2001)

Langue maternelle
Français : 99,1 %
Anglais : 00,5 %
Langues non officielles : 00,4 %

Scolarité
Moins d'une neuvième année : 17 %
Neuvième - treizième année : 46 %
Études postsecondaires : 37 %

Revenu moyen
des ménages : 40 271 \$
Taux de chômage (en 2002) : 12 %

ENJEUX ÉLECTORAUX

Chicoutimi : Le changement de nom de la ville de Chicoutimi pour celui de Saguenay à la suite des fusions revient hanter tous les candidats, forcés de se prononcer sur ce délicat dossier. Aussi, le développement de l'hôpital de Chicoutimi est au cœur des préoccupations.

Dubuc : Fusions et défusions, avenir de la papeterie Port-Alfred, crise du bois d'œuvre.

Jonquière : Avenir de l'hôpital de Jonquière, aux prises l'été dernier avec un sérieux problème de pénurie de médecins aux urgences. Équilibre de l'industrie de la transformation de l'aluminium.

Lac-Saint-Jean : Choix d'un tracé à quatre voies pour contourner la ville de Saint-Bruno.

Roberval : Crise du bois d'œuvre, transformation laitière abolie (crise de l'usine Agropur à Chambord), recrutement des médecins.

CHAUDES LUTTES

Jonquière : La libérale Françoise Gauthier, élue à l'occasion d'une élection partielle en 2001, pourra-t-elle conserver son siège dans cette circonscription autrefois représentée par Lucien Bouchard? La candidate péquiste, Myrtha Laflamme, a été choisie à la suite d'une soirée d'investiture où l'on a réussi à limiter le déchirement entre militants.

de la Donohue et toutes les entreprises de transformation qui se sont implantées dans la ville, Saint-Félicien compte plus de 10 000 habitants et on sent l'essor économique partout. Des concessionnaires automobiles, des hôtels, des centres commerciaux, ça bouge. Alors que Roberval, ville de fonctionnaires, est restée bien tranquille. Beaucoup trop tranquille.

« Moi, je veux que mes quatre gars puissent étudier ici, travailler ici, se marier ici et élever leurs enfants ici. Faut se grouiller », dit-il.

Stopper l'hémorragie de la jeunesse

Son père, l'ancien ministre, est beaucoup plus pressé : « Il faut trouver la façon de renverser la vapeur. De stopper l'hémorragie de notre jeunesse. Il ne reste plus beaucoup d'années devant nous pour y arriver. La région se saigne de 3000 jeunes par année. On ne peut pas attendre 10 ans. On a cinq ans pour stopper l'hémorragie et à peine 10 ans pour relancer le mouvement dans le sens contraire. C'est dramatique. Et on ne cesse d'envoyer des signaux décourageants à tous ces jeunes. C'est la priorité absolue », dit-il.

Marc-André Bédard, à Chicoutimi, dit la même chose. Les deux ont 35 ans de travail politique dans le corps. Les deux ont été patients. Les deux sont maintenant pressés. Pas pour eux, pour leurs enfants.



Les politiciens du Saguenay-Lac-Saint-Jean souhaitent qu'une plus grande partie des richesses naturelles soit transformée chez eux. Ici, la vieille usine Alcan de l'arrondissement de Jonquière, à Saguenay.



Achetez une Accord et gagnez des prix.

Meilleure voiture intermédiaire de l'année

– *Guide de l'auto 2003*

Meilleure voiture à vocation familiale

– *Ajac 2003*

**Classée parmi les 10 meilleures voitures au Canada
depuis 17 ans**

– *Car and Driver 2003*

Berline Accord DX 2003

À partir de

298 \$*

par mois

Incluant

96 000 km

Option 0 \$ comptant disponible

Transport et préparation inclus
en location seulement

À partir de

23 800 \$**

- Moteur i-VTEC^{MC} 2,4 litres à DACT et 160 chevaux
- Antivol immobilisateur
- Climatisation sans CFC
- Groupe électrique
- Radio AM/FM stéréo et lecteur de CD avec 4 haut-parleurs
- Régulateur de vitesse
- Colonne de direction télescopique et inclinable
- Entrée sans clé et ouverture des vitres à distance



Berline Accord EX V6 2003
Illustrée



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur la berline Accord DX 2003 (modèle CM5513PL) neuve. Versement mensuel de 298 \$, pendant 48 mois pour un total de 18 011 \$. Versement initial de 3 707 \$, ou échange équivalent, première mensualité et dépôt de garantie de 350 \$ exigible. Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **P.D.S.F. de la berline Accord DX 2003 (modèle CM5513PL) neuve. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

La guerre risque de porter le coup de grâce à la Ligue arabe

d'après AFP

LE CAIRE — La guerre en Irak, qui a étalé au grand jour les dissensions arabes, risque de sonner le glas de la Ligue arabe, qui de l'aveu même de son secrétaire général, Amr Moussa, a peu de chances de survivre au conflit « sous sa forme actuelle ».

« L'échec du système arabe à traiter les problèmes irakien et palestinien impose un réexamen de ce système et la prise en compte d'idées pour édifier un nouvel ordre politique et sécuritaire arabe », a déclaré Moussa hier aux journalistes qui l'interrogeaient sur des déclarations antérieures évoquant un nouveau forum arabe.

« La Ligue arabe ne peut continuer sous cette forme et il faut revoir tout le système », affirme le responsable dans un entretien publié hier par le quotidien arabe *Asharq Al-Awsat*.

Selon lui, la question qui est posée est la suivante : « Compte tenu des profondes divisions, la Ligue arabe continuera-t-elle à représenter les Arabes ou faut-il revoir complètement le système et l'organisation, ainsi que le rôle de la Ligue ? » Il croit « fort possible » la création d'un

nouvel organisme qui remplacerait la Ligue.

« Comme la Seconde Guerre mondiale a sonné la fin de la Société des nations (SDN), la guerre en Irak ou l'échec face aux deux problèmes irakien et palestinien pourrait signifier qu'il convient de nous réunir pour chercher une solution » de rechange à la Ligue, poursuit-il dans le journal arabe.

« Que la Ligue arabe continue ou cesse d'exister ne m'intéresse pas, je suis plutôt intéressé par (...) les intérêts stratégiques des États arabes », a encore déclaré celui qui dirige du Caire l'organisation, créée en 1945 et qui rassemble 22 membres.

« Des États arabes ont souhaité la guerre contre l'Irak, il y en a qui l'ont préparée et ont prévu une certaine issue » du conflit, a constaté Moussa, sans préciser à quels États il faisait allusion. « Mais la résistance irakienne acharnée face à l'agression a faussé ces calculs », a-t-il estimé.

S'isolant totalement de la position adoptée par les autres membres lors de la dernière réunion ministérielle du Conseil de la Ligue, le 24 mars, le Koweït, qui avait été envahi par l'Irak en 1990, avait déclaré son opposition à une résolution

condamnant « une agression américano-britannique contre l'Irak ».

Des dizaines de milliers de soldats américains sont basés au Koweït, d'où est partie l'offensive de la coalition contre l'Irak. La majorité des États du Golfe, dont le Qatar et Bahreïn, offrent des bases militaires aux forces de la coalition.

D'autres pays sont des alliés politiques et stratégiques des États-Unis, tels que l'Égypte, et d'autres se situent dans le camp des « radicaux » opposés à la guerre, tels la Syrie.

Outre ces divisions concernant l'Irak et les rapports avec Washington, d'autres sujets qui fâchent empoisonnent le fonctionnement de la Ligue.

Le dirigeant libyen Muammar al-Kadhafi, qui reproche à l'organisation son inutilité, pourrait saisir l'occasion de cette crise pour mettre en application ses menaces périodiques de retrait de la Ligue.

Déjà lundi, des sources diplomatiques arabes avaient révélé que « des concertations intensives et à tous les niveaux » étaient en cours « pour jeter les bases d'un nouveau regroupement arabe, sur lequel seraient d'accord les principales parties et qui serait adapté aux développements internationaux et régionaux ».



EXPRESS INTERNATIONAL

États-Unis | Rallonge approuvée

LES COMMISSIONS des attributions budgétaires de la Chambre des représentants et du Sénat américains, à majorité républicaine, ont approuvé une rallonge budgétaire de 74,7 milliards US demandée par le président Bush pour financer la guerre en Irak, le renforcement des mesures de sécurité aux États-Unis, le début de la reconstruction en Irak, ainsi que pour verser des aides à des alliés comme la Turquie et Israël. Les commissions ont toutes deux ajouté à cette enveloppe plus de 3 milliards d'aides aux compagnies aériennes, dont la situation financière précaire a été aggravée par la chute du trafic et des réservations en raison de la guerre. — d'après AFP

Grande-Bretagne | Algériens condamnés

DEUX ALGÉRIENS membres présumés du réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden ont été jugés coupables d'avoir rassemblé des fonds et recruté des gens pour le réseau terroriste et ont été condamnés hier à 11 ans de prison chacun par la justice britannique. Brahim Benmerzouga (31 ans) et Baghdad Meziane (38 ans) ont été reconnus coupables par un jury du tribunal de Leicester d'avoir rassemblé des milliers de livres pour Al-Qaeda grâce à des fraudes à la carte bancaire. Ils avaient coopéré pour fabriquer des équipements militaires, des faux documents de voyage et du matériel servant à recruter de nouveaux membres. — d'après AFP

OFFRE
PROLONGÉE
JUSQU'AU
27 AVRIL



Installateur
gratuit



Système 3100 : 59⁹⁸\$*

1 87 SOUCOUBE
www.bell.ca/satellite



Haïti: pas pour demain, les nouvelles élections

d'après AFP

L'OPPOSITION haïtienne et les organisations de la société civile ont accusé hier le président Jean-Bertrand Aristide de ne pas avoir rempli les obligations fixées par l'Organisation des États américains (OEA) pour créer un climat pré-électoral de confiance et de sécurité.

Une mission internationale de l'OEA avait donné au gouvernement haïtien jusqu'au 30 mars pour commencer à mettre en oeuvre des recommandations sécuritaires devant permettre à l'opposition et à la société civile de s'engager dans un processus électoral ce printemps.

Le responsable socialiste Serge Gilles (Convergence démocratique, opposition), a déclaré que « l'opinion générale est que rien n'a été fait et que les initiatives prises par le président Aristide, au lieu de rassurer, ont rendu la population encore plus perplexe quant à l'organisation de bonnes élections avec ce pouvoir ».

« Parmi les huit points clés réclamés par l'OEA à Jean-Bertrand Aristide figuraient l'arrestation des chefs de bandes armées proches du pouvoir dont celle d'Amiot Métauer, mais ce dernier, informé, a eu le temps de se mettre à couvert en Haïti ou à l'étranger », a souligné Gilles.

La Turquie veut relancer les discussions sur Chypre

d'après AFP

ANKARA — La Turquie a annoncé hier qu'elle souhaitait relancer les discussions sur une réunification politique de l'île de Chypre, divisée entre Grecs et Turcs, proposant à cet effet la tenue d'un sommet gréco-turc pour tenter de mettre fin à ce contentieux de près de 30 ans.

Des pourparlers de paix, ultime tentative pour aboutir à une réunification de l'île avant son entrée dans l'Union européenne, avaient échoué le 11 mars à La Haye en dépit des efforts du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Ankara souhaiterait cette fois

parler hors du cadre de l'ONU, comme l'a indiqué récemment le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

« Nous n'allons pas abandonner nos efforts en vue d'une solution pour Chypre seulement parce qu'il y a un échec du plan de l'ONU », a affirmé hier Erdogan, devant les députés du Parti de la justice et du développement (AKP), qu'il dirige. « Nous voulons proposer de nouvelles ouvertures, à l'initiative de la Turquie », pour un règlement du dossier chypriote, a-t-il ajouté.

Le plan d'Annan proposait la création d'un État confédéral, sur le modèle suisse.

Chypre, au large des côtes sud de la Turquie, est divisée depuis 1974, date à laquelle l'armée turque a envahi sa partie nord, en réponse à un coup d'État d'ultranationalistes chypriotes-grecs qui voulaient rattacher l'île à la Grèce.

Les pourparlers sur la réunification ayant échoué, c'est la République de Chypre (partie grecque), reconnue par la communauté internationale, qui doit signer le 16 avril un traité d'accession à l'Union européenne, au nom de l'île tout entière.

La République turque de Chypre

du nord (RTCN), reconnue seulement par la Turquie, demeurera en marge de ce processus.

La Turquie risque donc de se retrouver en position de « force d'occupation », sur un territoire de l'UE, si elle ne retire par les 30 000 soldats qu'elle a déployés à Chypre-nord.

Le non-règlement du conflit menace aussi l'intégration de la Turquie à l'UE, alors que les dirigeants européens doivent se prononcer à la fin 2004 sur l'éventuelle ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara.

Le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gul, doit se rendre demain dans la partie turque de Chypre, pour lancer « la nouvelle initiative » de son pays, a dit Erdogan.

Cette visite précèdera une rencontre prévue le 8 avril à Belgrade, en marge d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Europe du Sud-Est, entre les premiers ministres et chefs de la diplomatie grecs et turcs, a-t-il ajouté.

La Grèce a dit examiner favorablement la proposition, mais a souligné que la tenue de ce sommet n'était pas encore certaine.

RUDSAK collection
Grande vente d'échantillons
Collection automne-hiver/printemps-été

Cuir, vêtements, sacs, accessoires pour hommes et femmes

3 jours seulement :
Jeudi 3 Avril, 10h à 19h
Vendredi 4 Avril, 10h à 19h
Samedi 5 Avril, 10h à 17h

9160 boul. St-Laurent suite 500, Mtl
* comptant, visa, mc, interac

CRTC
AVIS PUBLIC DU CRTC Canada

1. L'ENSEMBLE DU CANADA. DEBORAH GRAFFMANN (SDEC) demande l'autorisation de modifier la licence du service national de télévision spécialisée de catégorie 2 appelé " DOGS...the dog lovers channel ", en changeant la définition de la journée de diffusion. EXAMEN DE LA DEMANDE: 2331, rue New, Burlington (Ont.).
2. LACHUTE, MONTRÉAL, SOREL ET TERREBONNE (Qc). VIDÉOTRON LTÉE, CF CÂBLE TV INC. ET VIDÉOTRON (REGIONAL) LTÉE demandent l'autorisation de distribuer le signal de WBBI-TV Plattsburgh (N.Y.), concernant leur entreprise de câble respective desservant les localités susmentionnées. EXAMEN DE LA DEMANDE: veuillez consulter l'avis public. Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2. Vous pouvez également soumettre votre intervention par fax au (819) 994-0218 ou par courriel au: procedure@crtc.gc.ca. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **22 avril 2003** et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Pour plus d'information: 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet: http://www.crtc.gc.ca. Document de référence: Avis public CRTC 2003-13.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes / Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Appel de candidatures pour **BÉNÉVOLES**

La Croix-Rouge est à la recherche de personnes pour constituer son équipe d'intervention d'urgences.

Une formation sera offerte à cette équipe qui sera responsable des interventions lors de sinistres (incendies, inondations, etc.) dans votre communauté.

Postes bénévoles disponibles (sur entrevue de sélection)

- Chefs d'équipe d'intervention
- Responsables d'opération
- Bénévoles en intervention
- Bénévoles en manutention d'équipements et transport de matériel

Critères importants :

- Disponibilité lors d'interventions
- Avoir un permis de conduire valide

JOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE DÈS MAINTENANT!
Contactez-nous au 1 800 363-7305 poste 3071

Pour un sourire resplendissant!

Confiez votre sourire à la Clinique de denturologie Michel Desbois d.d. denturologiste et à son équipe de professionnels

- Première consultation gratuite
- Service d'implantologie

100 \$ de rabais à l'achat de chaque prothèse dentaire sur présentation de ce coupon lors de votre première visite valide jusqu'au 30 avril 2003

Ouvert le samedi

Clinique de denturologie Michel Desbois d.d. denturologiste
3025, chemin de Chambly, Longueuil • 450 674-1319
Bureau à Granby: 318, rue Principale • 450 770-7007

AVIS ÉLECTIONS GÉNÉRALES CANDIDATS INDÉPENDANTS AUTORISÉS

Conformément à l'article 64 de la Loi électorale, le Directeur général des élections désire vous informer que les candidats indépendants suivants ont été autorisés pour les élections générales du 14 avril 2003.

CANDIDATE OU CANDIDAT	REPRÉSENTANTE OU REPRÉSENTANT OFFICIEL	DATE D'AUTORISATION
CIRCONSCRIPTION DE L'ACADIE PARIZEAU, André	CLOUTIER, André	2003-03-29
CIRCONSCRIPTION DE BOURASSA-SAUVÉ ARCHAMBAULT, Sylvain	CLOUTIER, André	2003-03-29
CIRCONSCRIPTION DE FABRE BIBEAU, Pierre	CLOUTIER, André	2003-03-29
CIRCONSCRIPTION DE LAURIER-DORION CHARBIN, Sylvie ROBIDOUX, Charles	PRAIRIE, Michel CHICOINE, Nicole	2003-03-28 2003-03-29
CIRCONSCRIPTION DE MARIE-VICTORIN TAVÉRA, Daniel	PELLAND, Anne-Marie	2003-03-29
CIRCONSCRIPTION DE MILLE-ÎLES LAJOIE, Christian	VERENKA, Guillaume	2003-03-28
CIRCONSCRIPTION DE TAILLON ROCHON, Xavier	ROCHON, André	2003-03-24
CIRCONSCRIPTION DE VIAU DUGUAY, Yannick	HARGRAVE, Grant	2003-03-29

L'autorisation donne au candidat indépendant le droit de recueillir des contributions et d'effectuer des dépenses électorales suivant les dispositions de la loi. Pour plus de renseignements, composez sans frais le 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

À vos souris!

Plus de **25 000 \$** en prix

La chance vous attend sur Internet

Adhérez à la facture Internet avant le 16 mai 2003 au www.hydroquebec.com/residentiel et devenez, vous aussi, automatiquement admissible au concours « Prenez votre portrait !* »



5 écrans plats Sony de 18 pouces



5 forfaits-voyage pour 2 à la Baie-James



10 appareils photo numériques Nikon COOLPIX 885

Prenez votre portrait...

Avec la **facture Internet**, vous obtenez le portrait complet de votre consommation.

Tableaux et graphiques illustrent pour vous :

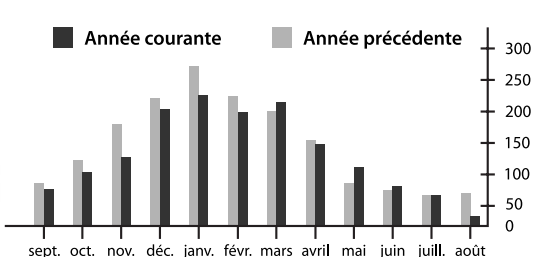
- votre consommation moyenne par jour en \$
- l'impact de la température extérieure sur votre consommation
- la comparaison de votre consommation d'une année à l'autre

La facture Internet, pratique et sécuritaire

Pour payer, vous avez le choix :

- votre site bancaire
- le paiement autorisé
- le site d'Hydro-Québec

Consommation totale mensuelle en dollars



Adoptez la facture Internet à : www.hydroquebec.com/residentiel

Assurez-vous d'avoir en main votre dernière facture ainsi que son coupon détachable.
* Règlement du concours disponible sur le site.

